Social Economy and Sustainability Research Network
Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité
Bridging, Bonding, and Building / Renforcement des liens et des capacités

Working Paper #2008-01

Portrait des coopératives et caisses d'épargne et de crédit au Canada atlantique

Sommaire

par

Luc Thériault
Université du Nouveau-Brunswick

Ron Skibbens
Services Nouvelle-Écosse et Relations avec les municipalités

et

Leslie Brown
Université Mount Saint Vincent

Septembre 2008

ccrpés CENTRE CANADIEN DE RECHERCHE PARTENARIALE EN ÉCONOMIE SOCIALE
cserp CANADIAN SOCIAL ECONOMY RESEARCH PARTNERSHIPS

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Canada

À propos des auteurs :

Luc Thériault est professeur au département de sociologie de l'Université du Nouveau-Brunswick, à Fredericton, au Nouveau-Brunswick.

Ron Skibbens est inspecteur des coopératives à la Direction des coopératives de Services Nouvelle-Écosse et Relations avec les municipalités.

Leslie Brown est professeure au département de sociologie et d'anthropologie à l'Université Mount Saint Vincent, à Halifax, en Nouvelle-Écosse.

Noreen Millar est coordonnatrice du Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité et rédactrice en chef de la série de documents de travail. Les articles de cette série ne sont pas formellement révisés par des pairs, mais ils proviennent de projets de recherche approuvés et administrés par le Partenariat.

REMERCIEMENTS

Ce sondage a été rendu possible grâce à la contribution de nombre d'organisations et de particuliers. Nous aimerions tout d'abord souligner le soutien, financier ou autre, que nous ont accordé nos commanditaires dans le cadre de ce projet. Ce sont le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (le principal commanditaire du Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité), la province du Nouveau-Brunswick, la province de la Nouvelle-Écosse, la province de Terre-Neuve-et-Labrador, la province de l'Île-du-Prince-Édouard, le Conseil Acadien de la Coopération, le Secrétariat aux coopératives, l'Université Mount Saint Vincent, l'Université du Nouveau-Brunswick ainsi que Services Nouvelle-Écosse et Relations avec les municipalités (Direction des coopératives). En deuxième lieu, les auteurs voudraient remercier David Daughton (Î.-P.-É.) et Raymond Gionet (N.-B.) pour leurs précieux conseils lors de la préparation du questionnaire, nos assistants de recherche Robert Kempster (N.-É.) et Erin Hancock (N.-B.) pour leur travail minutieux, ainsi que nos consultants professionnels établis à Toronto, Liza Mercier et David Northrup, de l'Institute for Social Research de l'Université York, pour leur précieuse expertise. Lei Jiang nous a également fourni de l'assistance technique pour la création de cartes géographiques. Enfin, et surtout, nous sommes très reconnaissants envers les coopérants de toutes les provinces atlantiques qui ont pris le temps de remplir le questionnaire au nom de leur coopérative, société d'épargne et de crédit ou caisse populaire. Document de travail 2008-01

Procurez-vous des copies des documents de travail
Huit dollars par copie. Précisez le numéro du document, inscrit au haut de la page couverture.

Les chèques doivent être faits à l'ordre du Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité et postés à :
Noreen Millar, M.A.
Coordonnatrice du Partenariat
a/s Research House, Université Mount Saint Vincent
Halifax, Nouvelle-Écosse B3M 2J6
Canada

Toute partie de ce document peut être utilisée sans frais à des fins d'information et d'éducation, mais ne peut être republiée dans un autre format qui pourrait entraîner le versement de droits ou redevances sans la permission expresse des détenteurs des droits d'auteur.

Tous droits réservés © 2008 – Thériault

Importance de mener un sondage auprès des coopératives, caisses d'épargne et de crédit et caisses populaires

En 2005, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) a subventionné des équipes de recherche communautaires et universitaires des quatre coins du Canada afin qu'elles examinent la contribution de l'économie sociale au développement économique et social global du Canada. Le Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité, situé dans les provinces atlantiques, est l'une des équipes financées grâce au Programme de subventions liées à l'économie sociale du CRSH. Dans le cadre de son programme de recherche global, le Partenariat a décidé en 2006 de préparer un sondage et de le soumettre aux coopératives et caisses d'épargne et de crédit des quatre provinces atlantiques du Canada. L'économie sociale des provinces atlantiques est constituée de plusieurs acteurs, parmi lesquels une variété d'organismes et d'associations à but non lucratif possédant ou non le statut d'organisme de bienfaisance, certaines sociétés mutuelles (p. ex., compagnies d'assurance) ainsi que bon nombre de coopératives. La raison principale pour laquelle nous avons décidé d'axer notre sondage sur le volet coopératif de l'économie sociale, c'est qu'avant l'instauration du Partenariat, Statistique Canada avait entrepris un important sondage intitulé *Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et bénévoles* (ENONB) en collaboration avec un consortium d'organismes intéressés dirigé par Imagine Canada (Berdhal et coll., 2003). L'ENONB a fourni d'importants renseignements de base sur les organismes à but non lucratif et bénévoles, tant à l'échelle canadienne que dans les provinces atlantiques (Rowe, 2006). Le volet coopératif de l'économie sociale n'ayant toutefois pas été abordé par l'ENONB, les membres du Partenariat ont cru que la collecte de renseignements de base inédits sur les coopératives, venant à la fois augmenter et compléter le corpus de données de l'ENONB sur les organismes des provinces de l'Atlantique, représenterait une contribution importante et pertinente pour établir la « cartographie » et le « profil » de l'économie sociale de cette région.[1]

Avant d'entreprendre ce projet, nous avions évidemment constaté que le secteur coopératif apporte une contribution majeure à notre région. Nous ne possédions cependant pas une connaissance exhaustive des caractéristiques de ce secteur dans le Canada atlantique. Lorsqu'elles étaient disponibles, les données à ce sujet n'étaient pas très précises, comme nous avons pu le constater auprès des différentes provinces et du Secrétariat aux coopératives. Notre sondage auprès des coopératives visait à obtenir des renseignements qui devraient permettre notamment de :

- mettre sur pied des listes complètes et exactes de toutes les coopératives et caisses d'épargne et de crédit établies dans les quatre provinces atlantiques et dresser une carte de leur distribution géographique;
- classer par catégories les différents types d'activités qu'exercent les coopératives;
- préciser leur contribution au développement économique et social à l'échelle régionale;
- indiquer leurs sources de financement et leur rôle en matière de soutien à la communauté et aux autres coopératives de la région;

[1] Veuillez consulter l'adresse http://www.msvu.ca/socialeconomyatlantic/ pour une discussion sur la nature de l'économie sociale.

- comparer, éventuellement, le profil du secteur coopératif avec celui des organismes à but non lucratif et bénévoles des provinces atlantiques;
- comparer, éventuellement, la région des provinces atlantiques à d'autres régions du Canada où un travail similaire a déjà été fait;
- contribuer à la recherche sur le secteur coopératif effectuée par les représentants gouvernementaux, les chercheurs et étudiants universitaires ainsi que les coopérants eux-mêmes;
- renseigner les autorités responsables des politiques publiques sur le développement économique et communautaire de la région.

Le présent sommaire et le rapport intégral constituent des étapes importantes pour rendre les résultats du sondage accessibles aux divers intervenants. Ils indiquent que les coopératives apportent effectivement une contribution vitale à l'économie sociale du Canada Atlantique.

Le projet de sondage a été réalisé sous la direction de Luc Thériault, Ph. D., de l'Université du Nouveau-Brunswick, en collaboration avec d'autres membres du Partenariat et avec l'assistance technique de consultants en matière de sondages rattachés à l'Université York à Toronto. Entre avril et octobre 2007, l'Institute for Social Research (ISR) a fait parvenir un sondage par la poste aux coopératives et aux caisses d'épargne et de crédit des quatre provinces atlantiques. La liste des coopératives et caisses d'épargne et de crédit incluses aux fins du sondage a été établie par les chercheurs principaux avec la collaboration des assistants de recherche. Chaque organisation a reçu un sondage dans une des deux langues (anglais ou français) selon sa raison sociale et son emplacement géographique. Le « type » d'organisation a également été établi selon le code figurant dans la liste postale ou le nom de l'organisation, ou les deux. Pendant plusieurs mois, l'équipe de recherche a minutieusement constitué un fichier maître comprenant 723 organisations (472 coopératives, 141 coopératives d'habitation et 110 caisses populaires ou caisses d'épargne et de crédit), soit toutes les coopératives connues qu'on a pu recenser dans les provinces atlantiques[2]. En ce qui concerne les envois postaux, un numéro d'identification a été attribué à chaque organisation afin de pouvoir identifier rigoureusement chaque répondant et de faciliter le suivi des envois. Dans la plupart des cas, le nom d'une personne-ressource au sein de l'organisation nous avait été fourni; tous les envois étaient adressés au « conseil d'administration, a/s [nom de la personne-ressource] ». Lorsque nous ne disposions pas du nom d'une personne-ressource, nous avons adressé les envois au « conseil d'administration ». Nous avons également fait parvenir des questionnaires de remplacement (ou des questionnaires dans l'autre langue officielle) aux organisations qui en ont fait la demande.

Il est très important d'établir le ***taux de réponse*** pour évaluer la crédibilité d'un sondage; il existe toutefois de nombreuses façons de calculer ce taux. Dans le cadre de ce projet, nous avons utilisé la méthode consistant à diviser le nombre de questionnaires remplis par le nombre d'organisations connues admissibles à répondre au sondage et de multiplier le résultat par cent. En divisant le nombre de questionnaires remplis (296) par le nombre de coopératives

[2] Nous avons commencé à élaborer notre liste en utilisant des listes fournies par les inspecteurs des coopératives des quatre provinces atlantiques. Pendant plusieurs mois, nous avons fait quantité d'appels téléphoniques pour corriger, remettre à jour et compléter cette liste afin qu'elle soit aussi exhaustive et exacte que possible. Au moment de poster les sondages, nous possédions sans l'ombre d'un doute la meilleure recension des coopératives établies dans les provinces atlantiques, comme l'a confirmé le Secrétariat aux coopératives du gouvernement fédéral.

admissibles (686), nous avons obtenu un taux de réponse final de 43 p. 100[3], résultat qu'on peut qualifier de respectable pour cette enquête. À titre de comparaison, l'étude de Paxson, Dillman et Tarnai (1995), qui a passé en revue 180 enquêtes provenant des milieux universitaire et commercial menées auprès de répondants du monde des affaires au début des années 1990, a calculé que le taux de réponse moyen à ces études s'établissait à 21 p. 100. En tout, 80 p. 100 des répondants à notre sondage ont rempli un questionnaire en anglais, alors que 20 p. 100 ont utilisé la version française. Parmi les organisations ayant rempli le questionnaire, 21 p. 100 étaient des coopératives financières (caisses d'épargne et de crédit et caisses populaires), 13 p. 100 des coopératives d'habitation, et les 66 p. 100 restants d'autres types de coopératives.

Tableau 1

Taux de réponse par type d'organisation

Type	Total	Pas de réponse	Questionnaire rempli	Refus	Non livrable	Non admissible	Taux de réponse
Coopératives	472	234	195	11	12	20	44,3 %
Coopératives d'habitation	141	95	40	2	4	0	29,2 %
Caisses d'épargne et de crédit	110	47	61	1	1	0	56,0 %
TOTAL	**723**	**376**	**296**	**14**	**17**	**20**	**43,1 %**

Tableau 2

Taux de réponse par province

Province	Total	Pas de réponse	Questionnaire rempli	Refus	Non livrable	Non admissible	Taux de réponse
N.-B.	207	86	104	2	8	7	54,2 %
T.-N.-L.	80	50	23	1	6	0	31,1 %
N.-É.	339	187	132	8	2	10	40,4 %
Î.-P.-É.	97	53	37	3	1	3	39,8 %
TOTAL	**723**	**376**	**296**	**14**	**17**	**20**	**43,1 %**

[3] Pour parvenir au total de 686 organisations, nous avons additionné les catégories suivantes : « pas de réponse » (376) + « questionnaire rempli » (296) + « refus » (14). Les catégories « non livrable » (17) et « non admissible » (20) ne sont pas prises en compte.

Tableau 3
Taux de réponse selon la langue du sondage

Langue	Total	Pas de réponse	Questionnaire rempli	Refus	Non livrable	Non admissible	Taux de réponse
Anglais	597	319	237	14	11	16	41,6 %
Français	126	57	59	0	6	4	50,9 %
TOTAL	**723**	**376**	**296**	**14**	**17**	**20**	**43,1 %**

Points saillants du rapport[4]

Secteur d'activité, nombre d'années en affaires et affiliations

Les coopératives de la région sont actives dans un large éventail de secteurs d'activité, parmi lesquels : ressources naturelles; secteur manufacturier; transformation et/ou construction; commerce; finance et/ou assurance; habitation et/ou location; loisirs; tourisme; hébergement et/ou services d'alimentation; services de santé et services sociaux; arts, culture et communication. Plus du tiers des coopératives anglophones œuvrent dans le secteur des services financiers (34,2 p. 100), comparativement à plus de la moitié des coopératives francophones (59,3 p. 100).

Le nombre moyen d'années en affaires parmi les coopératives ayant répondu au sondage est de près de 33 ans. Règle générale, les coopératives sont membres d'une ou deux fédérations ou associations (p. ex., Nova Scotia Co-op Council et Coop Atlantique). Ensemble, les coopératives des provinces atlantiques comptent plus d'un demi-million de membres; on doit cependant prendre en considération le fait que certaines personnes sont comptabilisées plus d'une fois parce qu'elles sont membres de plusieurs coopératives. Les coopératives du secteur financier ont généralement le plus grand nombre de membres. Dans une région qui compte moins de deux millions d'habitants, ces chiffres sont impressionnants.

[4] Les considérations des sections suivantes s'appliquent à l'échelle régionale. Il existe d'importantes variations entre les types de coopérative, les provinces et les langues utilisées. Pour prendre connaissance de ces variations, veuillez consulter le rapport intégral, pour l'instant disponible en anglais seulement.

Revenus –

Le portrait financier des coopératives des provinces atlantiques étant très diversifié, il est difficile d'en faire un résumé. En utilisant les valeurs médianes, nous constatons qu'une coopérative « typique » du Canada atlantique a des revenus d'environ 437 000 $ et des dépenses se situant autour de 343 000 dollars. Ces chiffres ne constituent toutefois que des données agrégées; les variations des revenus et des dépenses entre les différentes coopératives sont stupéfiantes. Les revenus varient de moins de 100 $ à plus d'un quart de million de dollars. Sans surprise, les coopératives financières disposent des revenus les plus importants.

Composition du conseil d'administration et autres bénévoles –

Les conseils d'administration qui dirigent ces organisations sont généralement composés de neuf ou sept membres. Ils se réunissent habituellement 10 fois par année (valeur modale). La plupart des membres de ces conseils d'administration sont des bénévoles; seulement 24 p. 100 des coopératives leur offrent une rémunération. Plus de la moitié des coopératives ayant participé au sondage (55 p. 100) confient également d'autres tâches à des bénévoles. Les membres ont également la possibilité de s'impliquer à titre de propriétaires, les coopératives du Canada atlantique organisant habituellement à chaque année une assemblée générale et au moins une autre réunion où tous les membres sont invités.

Employés rémunérés –

Le nombre d'employés rémunérés (soit les employés qui reçoivent un feuillet T4 aux fins de l'impôt sur le revenu) varie également considérablement d'une coopérative à l'autre : la valeur modale est de 0, la valeur médiane de 3 et la moyenne de 23,6! Fait encore plus intéressant, les coopératives emploient au total 6 800 employés (à temps partiel et à temps plein). Il s'agit d'un nombre d'emplois important pour cette région!

L'engagement social –

Plus de la moitié des coopératives du secteur financier et de 40 p. 100 des autres coopératives font des contributions volontaires en nature à leur communauté (la proportion varie selon le type de contribution), tandis que 59 p. 100 des coopératives ayant participé au sondage affirment faire des contributions financières (95 p. 100 des coopératives du secteur financier). Les collaborations avec d'autres coopératives (c.-à-d. au sein du secteur coopératif) ne sont pas aussi importantes que prévu (22 p. 100 des coopératives ont indiqué en avoir « beaucoup » et 26 p. 100 ont admis ne pas en avoir du tout). Les obstacles qui pourraient empêcher les coopératives de collaborer restent à découvrir.

Le sondage indique que les principes coopératifs internationalement reconnus sont assez bien connus au sein du secteur (deux tiers des coopératives affirment les connaître bien ou très bien). C'est toutefois dans le domaine de l'éducation du public (comparativement à celle des membres) où les organisations ayant participé au sondage sont le moins susceptibles de se conformer pleinement à ces principes. Règle générale, la participation au développement des politiques est laissée aux fédérations auxquelles appartiennent les coopératives.

Il est important de mentionner que, dans le cadre des pratiques actuelles des organisations en matière de reddition de comptes, les impacts sociaux de leurs activités sont abordés relativement fréquemment (39 p. 100), alors que les impacts environnementaux le sont encore assez rarement (18 p. 100).

Résumé et implications –

Les résultats de l'analyse de ce sondage indiquent clairement que le secteur coopératif est un acteur important de l'économie sociale des provinces atlantiques canadiennes. Le secteur coopératif, à l'instar des organismes à but non lucratif et bénévoles étudiés par Rowe (2006), est extrêmement diversifié et il est probable que les intérêts et les problèmes des caisses d'épargne et de crédit d'envergure ne soient pas nécessairement similaires à ceux des petites coopératives du secteur des arts ou de la culture, par exemple. Cependant, vu l'importance du secteur coopératif pour le développement économique et social des communautés du Canada atlantique, l'adoption par le gouvernement de lois, politiques et règlements adaptés aux réalités et aux cultures des coopératives devraient susciter davantage d'intérêt dans le cadre d'un soutien plus large à l'économie sociale (y compris les entreprises d'économie sociale).

Bien que la présente étude ne s'attarde pas à l'examen du contexte administratif pour le développement et l'exploitation de coopératives, le sondage fournit suffisamment de renseignements pour établir le bien-fondé de politiques gouvernementales favorables aux coopératives. Tant le gouvernement fédéral, par l'entremise d'organismes comme l'APECA, que les provinces, par l'entremise de leurs organismes de réglementation sur les coopératives et en vertu de leur responsabilité globale en matière de stimulation du développement socioéconomique, y trouveraient probablement leur compte s'ils accordaient une plus grande attention au secteur coopératif dans le Canada atlantique.

Références

Berdhal, L., et coll. *Force vitale de la collectivité : faits saillants de l'Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et bénévoles*, Ottawa, Statistique Canada, n° de cat. 61-533-XIE, 2003.

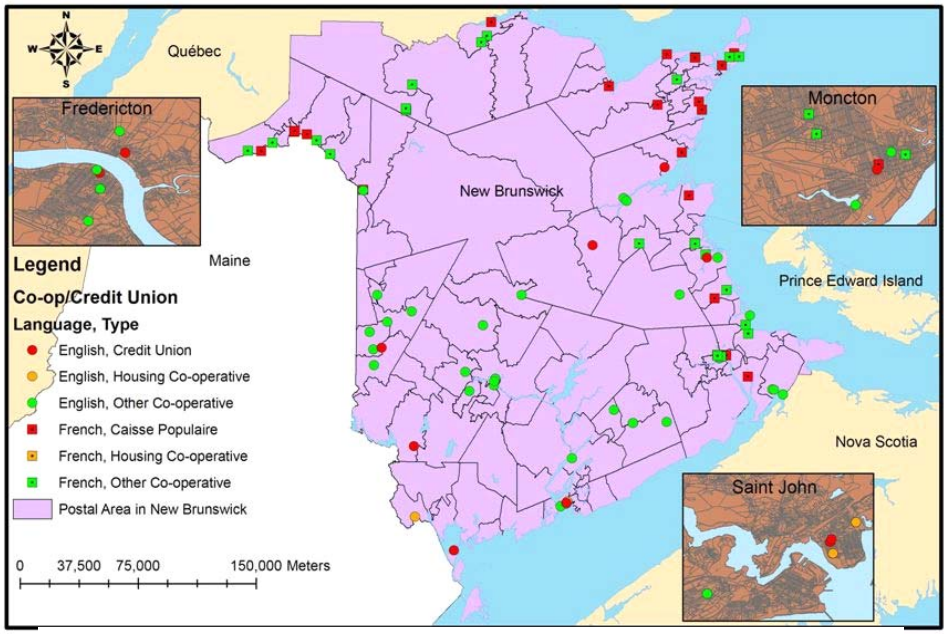
Rowe, P. *Le secteur sans but lucratif et bénévole du Canada atlantique : faits saillants régionaux de l'Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et bénévoles,* Toronto, Imagine Canada, 2006.

ANNEXE : CARTES GÉOGRAPHIQUES

Ces cartes géographiques illustrent la répartition des organismes répondants du Canada de l'Atlantique. Les cartes 1 à 4 illustrent la répartition par langues et par types d'organisme. Les cartes 5 à 8 montrent la densité des organismes par zones de code postal. Les cartes 9 à 12 illustrent à la fois la densité et les types d'organismes. Les cartes 12 à 16 illustrent la densité d'emploi. Les cartes 17 à 20 se concentrent sur les revenus.

MAP 1:

Survey of Co-operatives & Credit Unions – New Brunswick, 2007

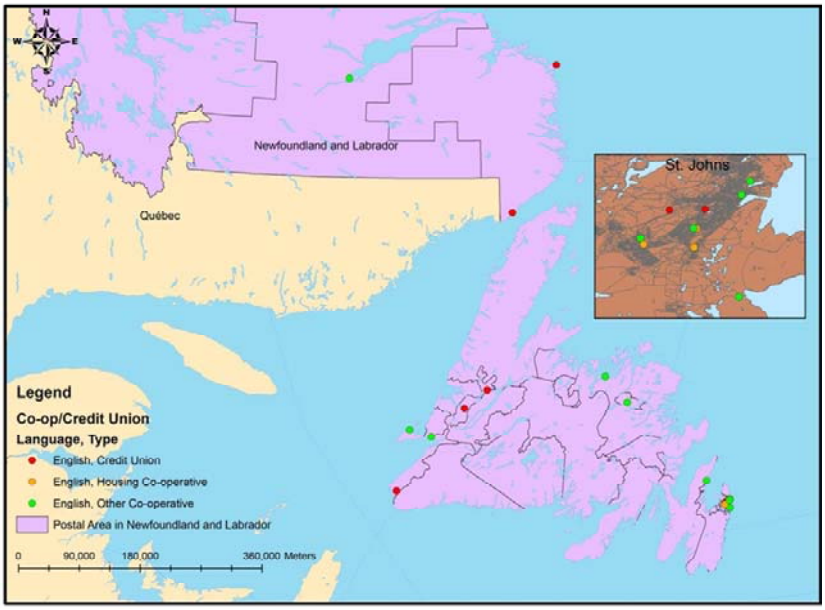


Social Economy and Sustainability Research Network

Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 2:

Survey of Co-operatives & Credit Unions – NL, 2007

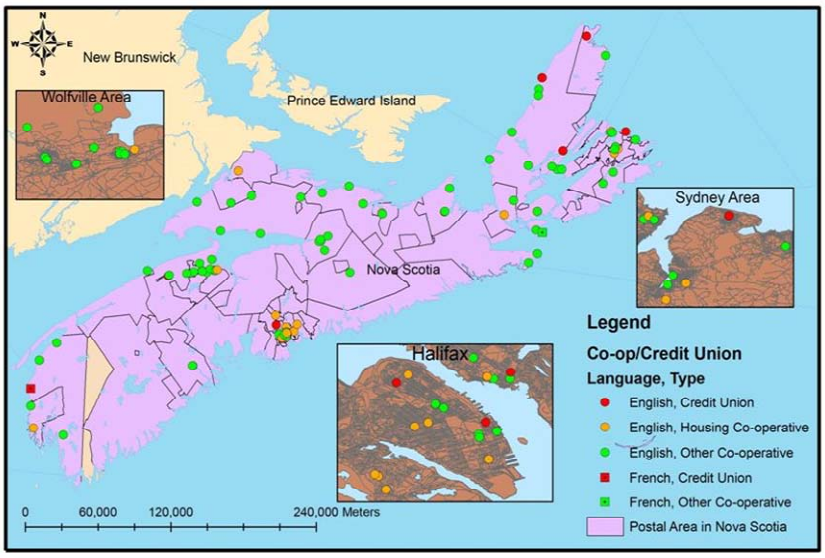


Social Economy and Sustainability Research Network

Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 3:

Survey of Co-operatives & Credit Unions – Nova Scotia, 2007

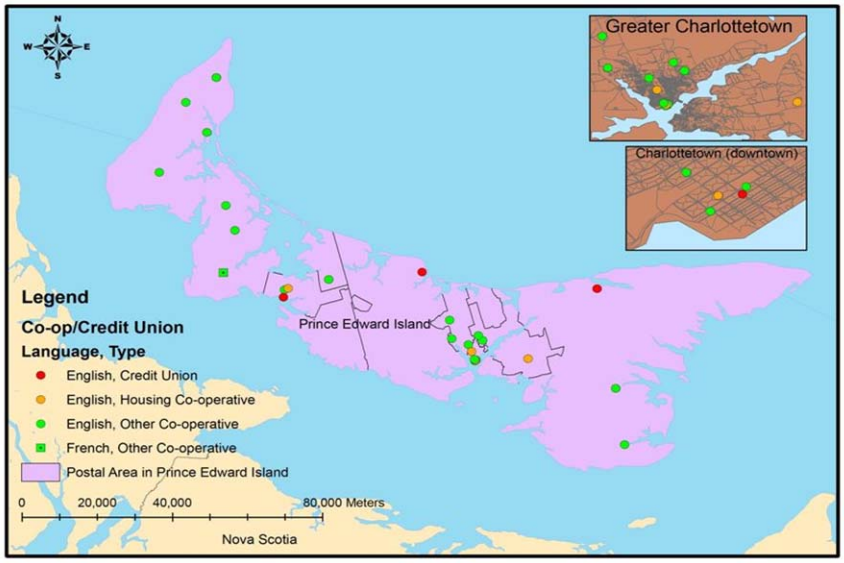


Social Economy and Sustainability Research Network

Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 4:

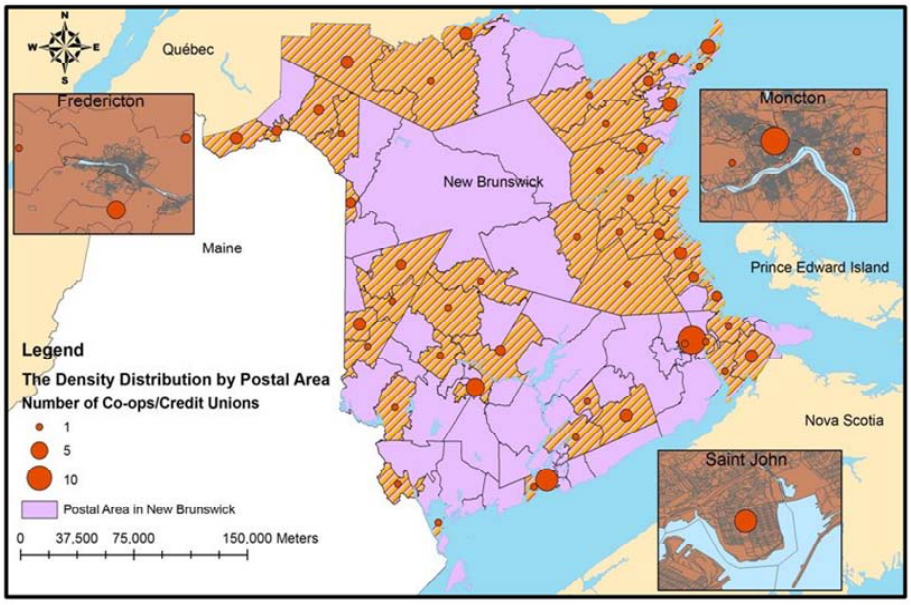
Survey of Co-operatives & Credit Unions – PEI, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 5:

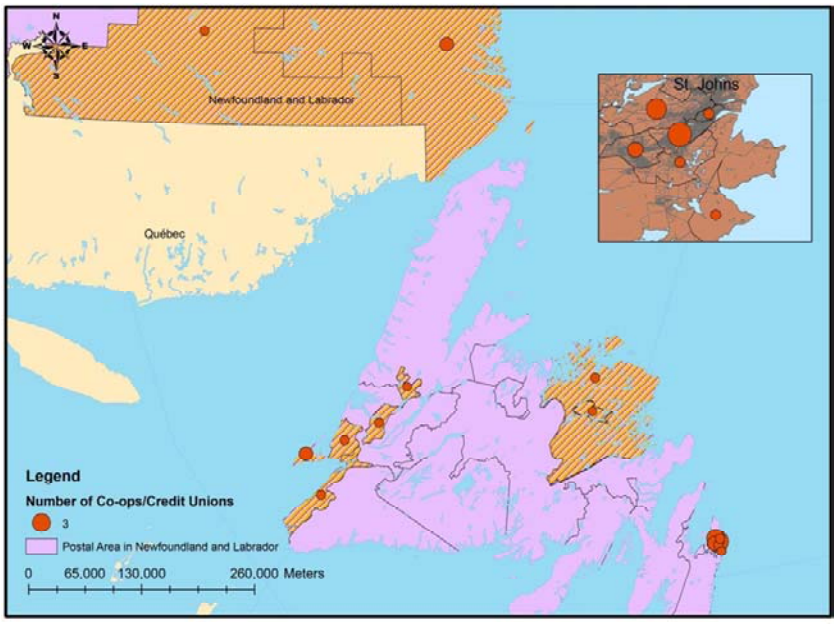
Density of Responding Co-ops & Credit Unions - New Brunswick, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 6:

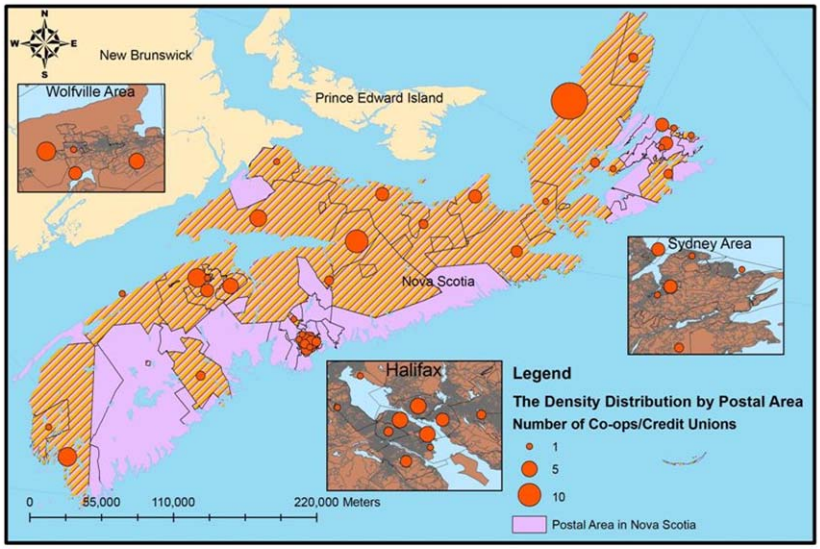
Density of Responding Co-ops & Credit Unions – NL, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 7:

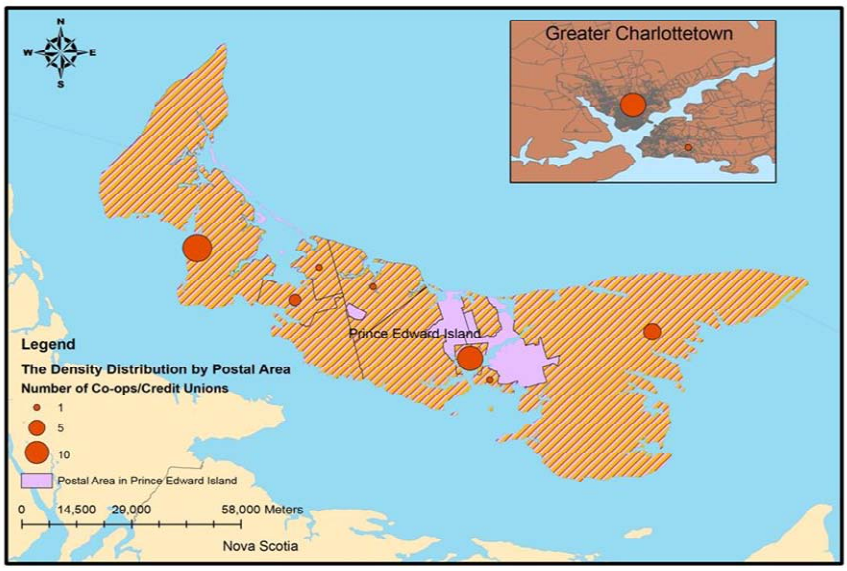
Density of Responding Co-ops & Credit Unions – Nova Scotia, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 8:

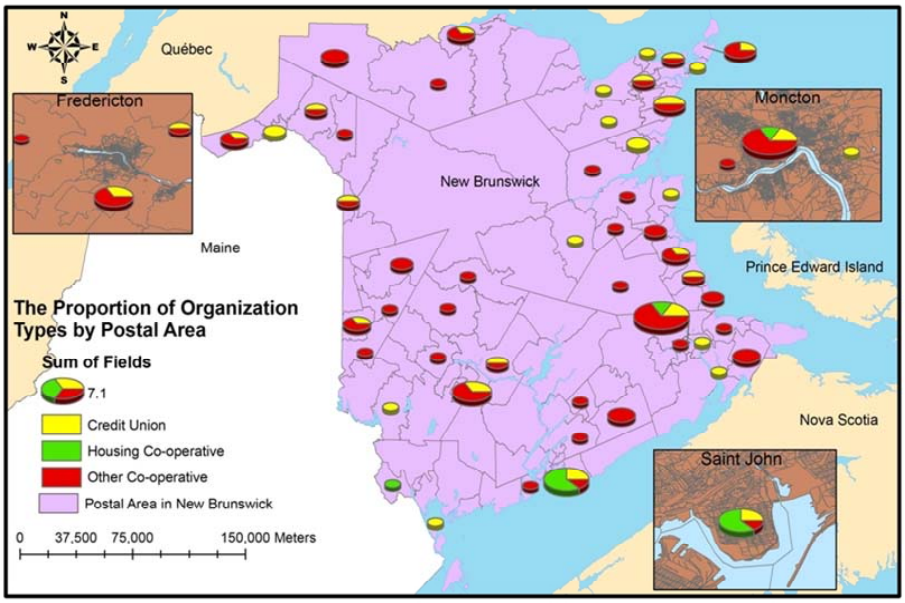
Density of Responding Co-ops & Credit Unions – PEI, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 9:

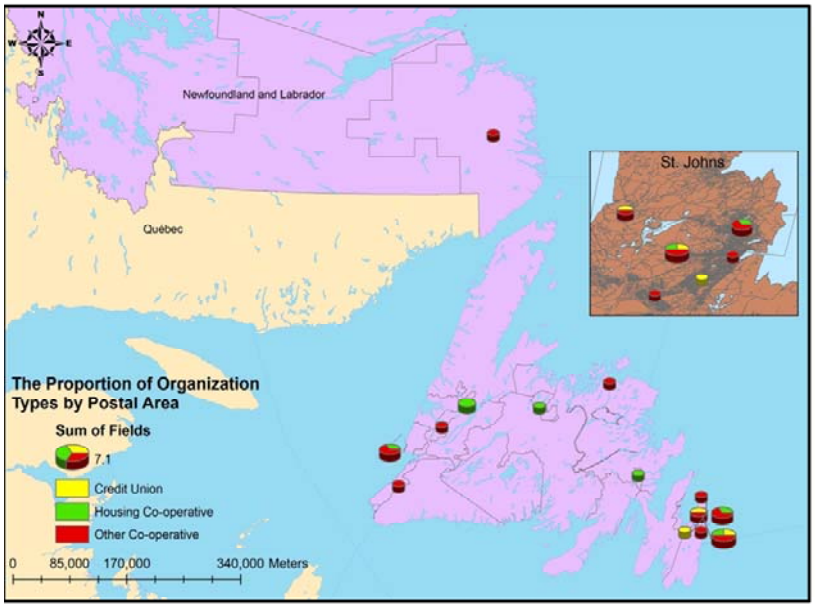
Proportion and Type of Organizations – NB, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 10:

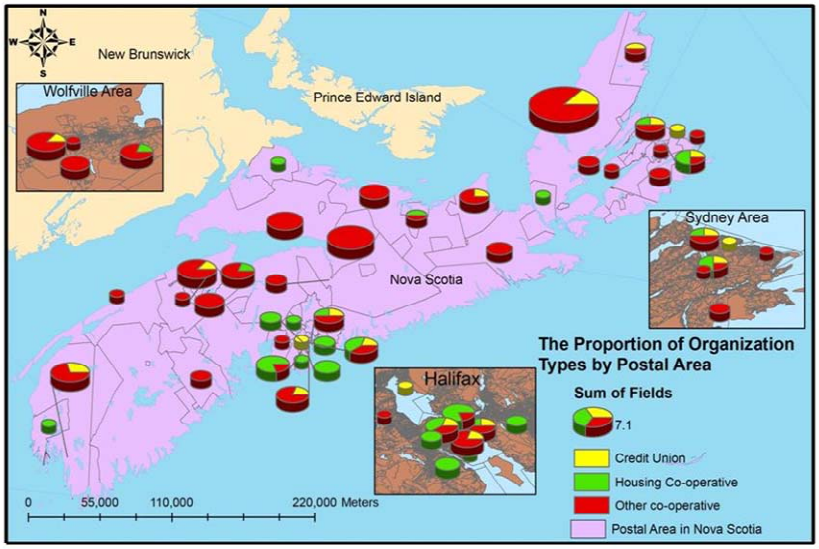
Proportion and Type of Organizations – NL, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 11:

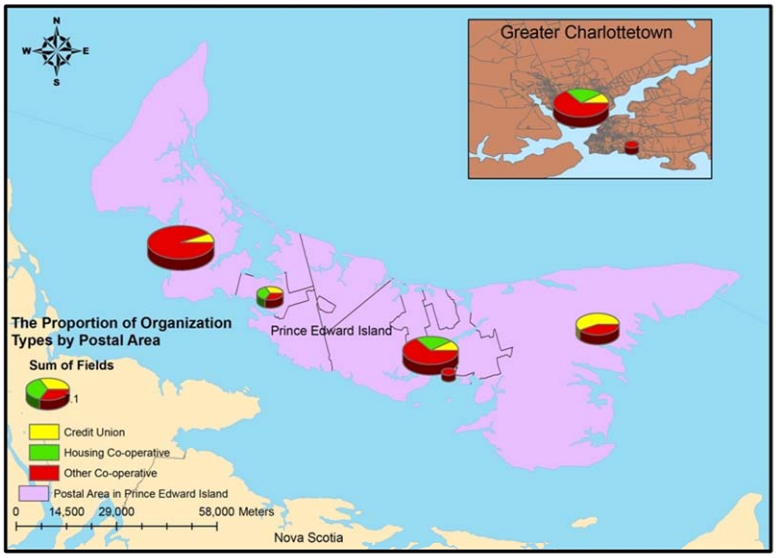
Proportion and Type of Organizations – NS, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 12:

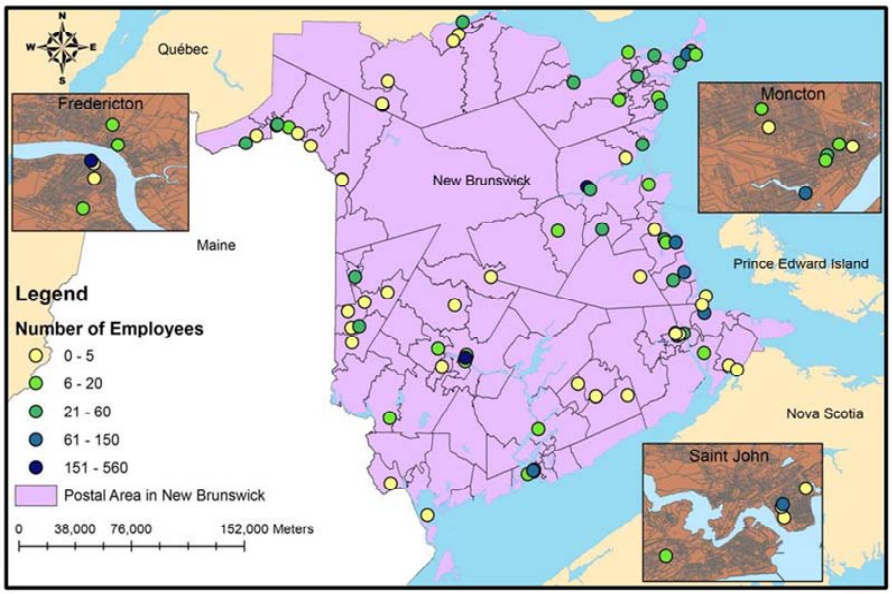
Proportion and Type of Organizations – PEI, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 13:

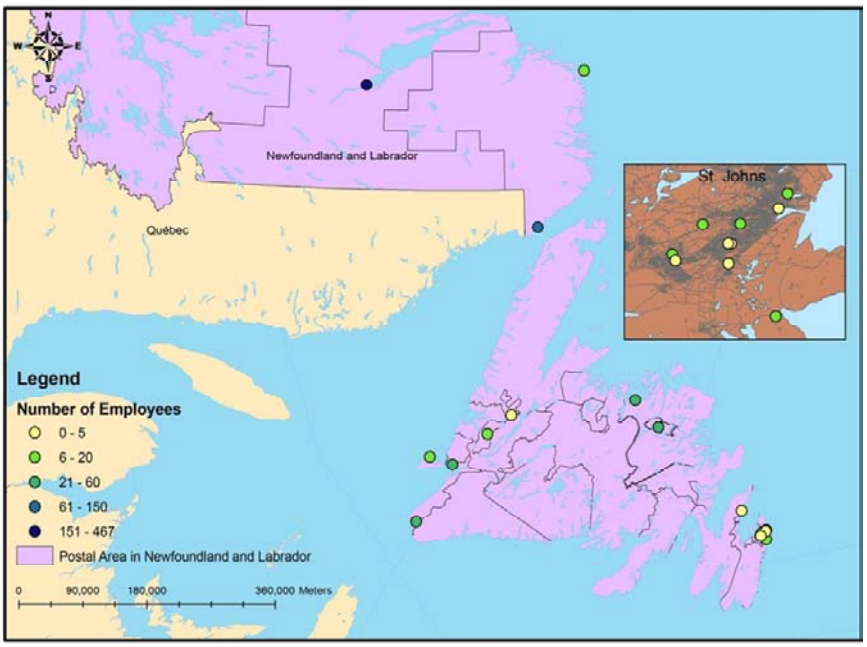
Employment Density – NB, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 14:

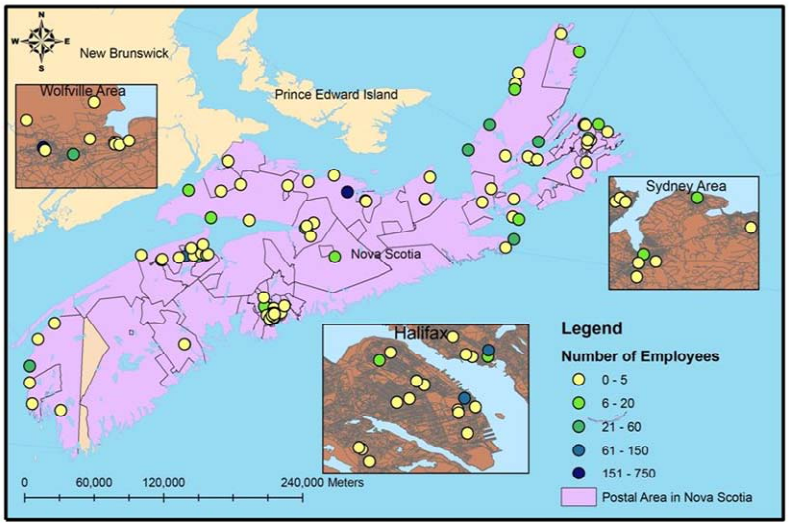
Employment Density – NL, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 15:

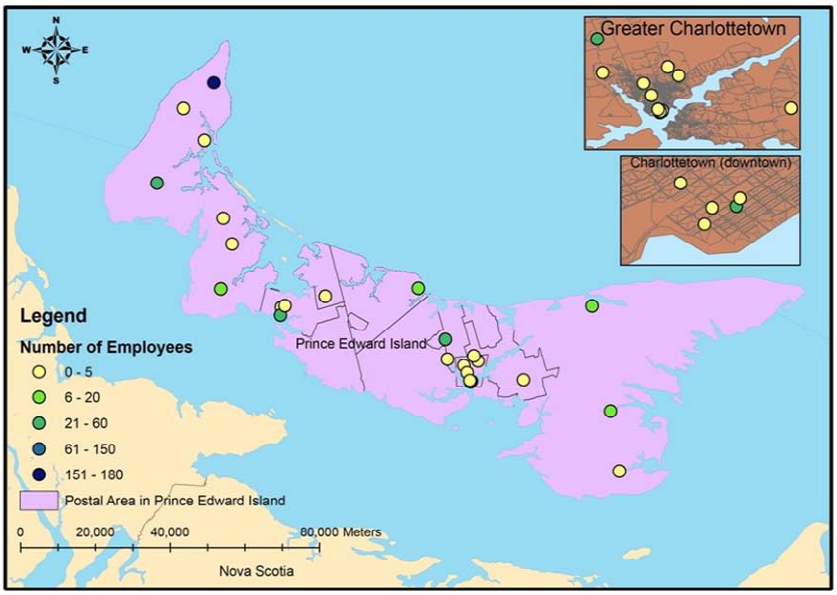
Employment Density – NS, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 16:

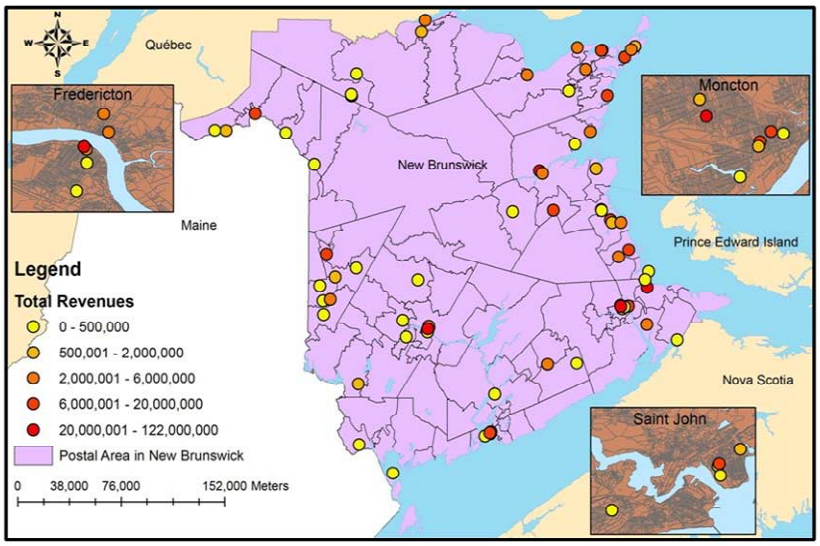
Employment Density – PEI, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 17:

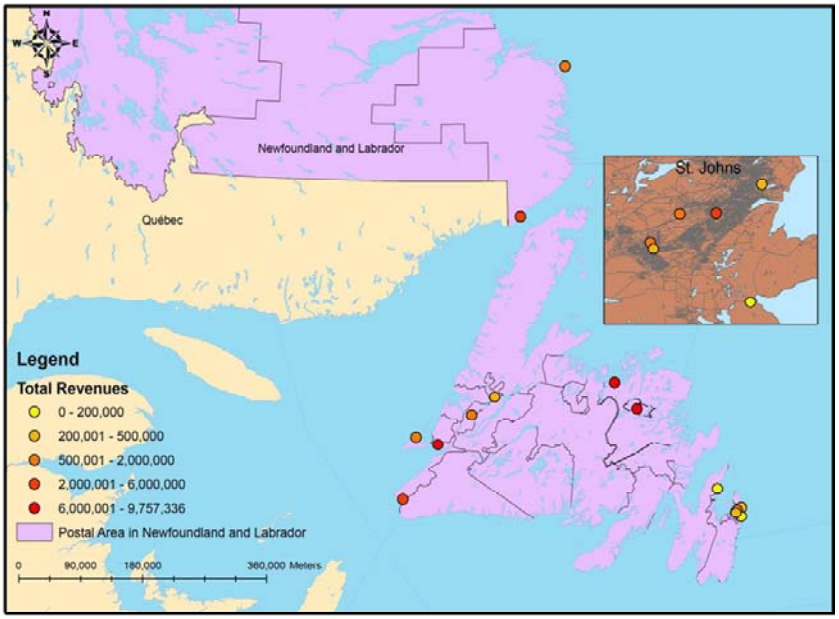
Revenues of Organizations – NB, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 18:

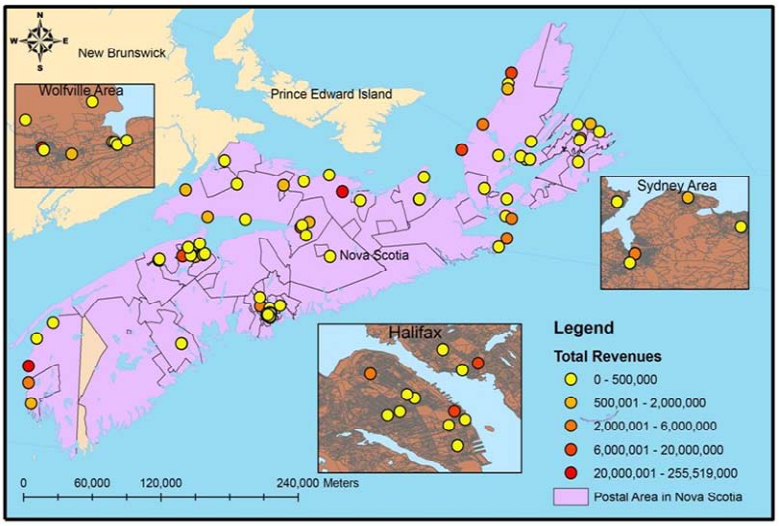
Revenues of Organizations – NL, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 19:

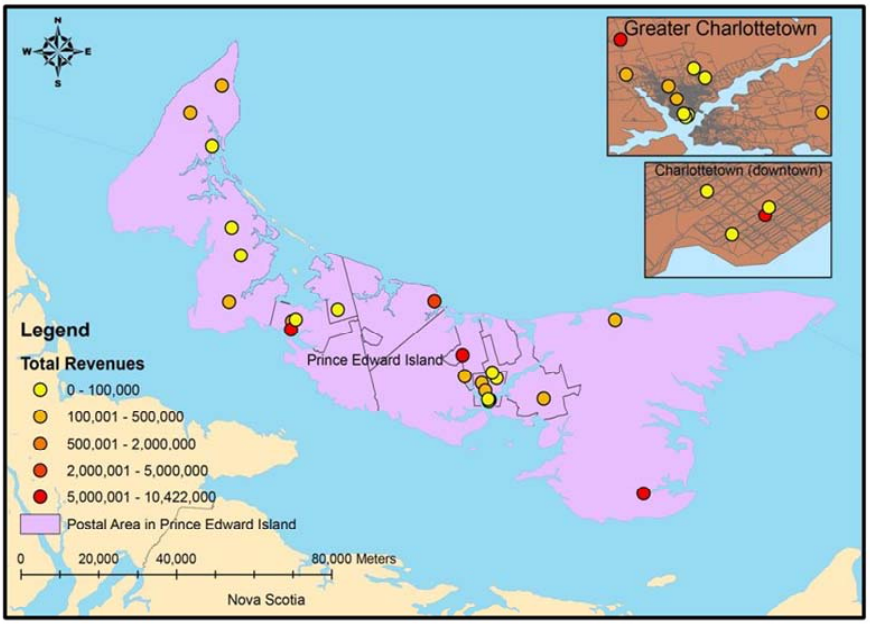
Revenues of Organizations – NS, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network — Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

MAP 20:

Revenues of Organizations – PEI, 2007



Social Economy and Sustainability Research Network

Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité

Objectifs de recherche du Centre de l'Atlantique

- Contribuer à la théorie et à la pratique de l'économie sociale dans les provinces de l'Atlantique
- Renforcer les liens et les capacités des partenaires
- Encourager l'emploi du terme « économie sociale » en tant que concept cadre dans la région
- Établir des liens entre les partenaires de l'Atlantique et ceux d'autres régions du Canada et du monde

Thèmes de la recherche menée par le Centre de l'Atlantique et questions

Conceptualisation et description de l'économie sociale au Canada de l'Atlantique

- À quoi l'économie sociale ressemble-t-elle? Quels sont les besoins auxquels elle répond?
- Quelle est la meilleure manière de capturer ce secteur de façon conceptuelle?
- Qu'est-ce qui rend l'économie sociale distinctive ou innovatrice, si tant est qu'elle le soit? De quelle manière ses diverses facettes sont-elles inter-reliées et quels en sont les effets?
- Quelles sont les caractéristiques des organismes d'économie sociale?
- Quelle sont les implications de l'économie sociale en ce qui concerne les politiques gouvernementales?

Inventaire et analyse des politiques

- De quelle manière des divers aspects de l'« économie sociale » se reflètent-ils dans les politiques gouvernementales?
- Quels sont les besoins qui ne sont pas satisfaits et quels changements doivent être apportés aux régulations?
- Quels indicateurs pouvons-nous créer afin de faciliter le développement de politiques?

Mobilisation communautaire sur des questions d'intérêt commun (ressources naturelles, sécurité alimentaire, inclusion et autonomisation)

- Les organismes d'économie sociale contribuent-ils à l'inclusion sociale, à la démocratisation de l'économie et à l'autonomisation?
- Quelles sont les éléments qui pourraient permettre de surmonter les obstacles et renforcer les capacités?
- Que pouvons-nous apprendre de la recherche en matière de mobilisation sur la sécurité alimentaire, sur l'autonomisation et l'inclusion, sur la gestion communautaire des ressources naturelles et de l'énergie?

Mesure et financement de l'économie sociale

- De quelle manière la comptabilité sociale, la comptabilité coopérative, la vérification sociale et d'autres techniques peuvent-elles contribuer à une meilleure compréhension du travail et des contributions des organismes d'économie sociale?
- D'où provient le financement dont les organismes d'économie sociale ont besoin?
- De quelle manière les organismes d'économie sociale contribuent-ils au financement de l'économie sociale?

Création d'un modèle et recherche de procédés innovateurs de communication et de diffusion, traditionnels et électroniques

- Comment les acteurs de l'économie sociale peuvent-ils communiquer entre eux le plus efficacement possible?
- Comment les membres du Partenariat peuvent-ils contribuer au développement et à la création de modèles de processus et de techniques?
- Que peut-on gagner à explorer la technologie en tant qu'égalisateur des disparités par rapport à la technologie en tant qu'obstacle?

Directrice:

Leslie Brown, Ph.D., Professeure, Sociology/Anthropology, Mount Saint Vincent Univ.

Co-directeurs:

- M. Seth Asimakos, Directeur, Saint John Community Loan Fund
- Mme. Penelope Rowe, Chef de la Direction, Community Services Co. Newfoundland and Labrador
- Luc Thériault, Ph.D., Professeur, Sociology, UNB

Sous-centres du Partenariat atlantique sur l'économie sociale

- Sous-centre 1 : Cartographie et analyse des politiques
  Coordinateur : Luc Thériault,Ph.D., Sociology, University of New Brunswick
- Sous-centre 2 : Mobilisation - Inclusion et autonomisation dans l'économie sociale
  Coordonnatrice : Irené Novaczek, Ph.D., Institute for Island Studies, University of Prince Edward Island
- Sous-centre 3 : Mobilisation - Sécurité alimentaire et DÉC
  Coordonnatrice : Patty Williams, Ph.D., Applied Human Nutrition, Mount Saint Vincent University
- Sous-centre 4 : Mobilisation pour les ressources naturelles et moyens de subsistance
  Coordinateur : Omer Chouinard, Ph.D., Sociologie, Université de Moncton
- Sous-centre 5 : Financement et mesure du rendement dans l'économie sociale
  Coordonnatrices : Sonja Novkovic, Ph.D., Economics, Saint Mary's University et Judy Haiven, Ph.D., Management, Saint Mary's University
- Sous-centre 6 : Pratiques et outils de communication
  Coordinateurs : Mme. Penelope Rowe, The Community Services Council of Newfoundland and Labrador, et Ivan Emke, Ph.D., Social/Cultural Studies, Sir Wilfred Grenfell College, Memorial University of Newfoundland

Coordonnatrice:

Noreen Millar, M.A.

http://www.msvu.ca/socialeconomyatlantic/